European Journal of Turkish Studies

Social Sciences on Contemporary Turkey

17 | 2013

Looking for Student Activists

Se désengager du mouvement du « 20 février »

Le cas des étudiants du supérieur de la coordination de Rabat

Withdrawing from the "20 February" movement. The case of the Rabat coordination university students

Joseph Hivert

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ejts/4811>

DOI : 10.4000/ejts.4811

ISSN : 1773-0546

Éditeur

EJTS

Référence électronique

Joseph Hivert, « Se désengager du mouvement du « 20 février » », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 17 | 2013, mis en ligne le 01 avril 2014, consulté le 16 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ejts/4811> ; DOI : 10.4000/ejts.4811

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2020.

© Some rights reserved / Creative Commons license

Se désengager du mouvement du « 20 février »

Le cas des étudiants du supérieur de la coordination de Rabat

*Withdrawing from the "20 February" movement. The case of the Rabat
coordination university students*

Joseph Hivert

NOTE DE L'AUTEUR

Je tiens à remercier vivement Mounia Bennani-Chraïbi, Olivier Fillieule et Tristan Loloum ainsi que les deux référés anonymes pour leur lecture critique de ce texte et leurs suggestions.

- 1 Le 20 février 2013, le mouvement du « 20 février » (M20F) fêtait son deuxième anniversaire. Les manifestations organisées à cette occasion dans les grandes villes du royaume, en s'inscrivant davantage dans le registre de la célébration commémorative que dans celui de la mobilisation collective impulsée par une dynamique protestataire, confirmaient la fermeture d'un cycle de protestation initié deux ans plus tôt, dans le sillon du décembre-janvier tunisien. De février 2011 à février 2012, le Maroc connaissait un moment inédit de son histoire protestataire à travers l'émergence d'une vague de mobilisation portée par un mouvement de « jeunes », le M20F. Ce collectif d'engagement, sous l'effet d'un double travail politique d'homogénéisation des revendications et de mise en suspens provisoire des clivages entre les groupes mobilisés, est parvenu à fédérer, durablement, une pluralité d'acteurs et d'organisations politiques dans le cadre d'une action collective commune. Organisé sous forme de coordinations ou sections locales dans plus de 90 villes du pays, le M20F a rassemblé des jeunes militants de l'Association Marocaine des Droits de l'Homme (AMDH), d'Attac-Maroc ou du Mouvement alternatif pour les libertés individuelles (MALI), les jeunesses des partis non gouvernementaux tels que la Voix démocratique (*Annahj Ad Dîmûcrâtî*), le Parti Socialiste Unifié (PSU), le Parti de l'avant garde

démocratique et socialiste (PADS), mais aussi une partie de celles de l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP) et du Parti de la Justice et Développement (PJD). Des militants issus d'organisations non reconnues mais tolérées comme Justice et bienfaisance (*Adl-Wal-Ihsane*) et l'Alternative Civilisationnelle (*Al Badil al-Hadari*) ont aussi rejoint la coalition. Bien que n'ayant pas tous rallié le mouvement dès l'appel à manifester le 20 février 2011 (Bennani-Chraïbi & Jeghlaly 2012), ces différents acteurs, qu'ils soient « indépendants », multi positionnés ou issus de partis politiques, se sont mobilisés autour de revendications communes telles que l'instauration d'une constitution démocratique rédigée par une assemblée constituante élue, la justice sociale (accès aux soins, à l'école, à l'emploi, etc.), le refus du clientélisme, de la corruption et de la privatisation des services publics, l'application des principes de « bonne gouvernance » dans la gestion des affaires publiques, la reconnaissance de la pluralité culturelle du pays, etc. Certains allaient jusqu'à demander la démission du gouvernement, la dissolution du parlement et l'établissement d'une monarchie parlementaire. L'entourage du roi fut particulièrement visé par les protestataires qui dénonçaient la mainmise sur les affaires économiques du pays par certains de ses plus proches conseillers, dont Mounir Majidi, son secrétaire particulier, et la présence dans le champ politique de son ami et conseiller Fouad Ali El Himma. Si l'entourage royal a constitué une cible privilégiée pour les contestataires, le roi lui-même et l'institution monarchique ont été pris à partie de façon moins systématique et avec de fortes variations selon les moments de la contestation et les coordinations.

- 2 Qu'en est-il deux ans plus tard ? La Coordination de Rabat - sur laquelle portera cet article - offre un poste d'observation saisissant pour qui veut se pencher sur l'étude des dynamiques de démobilisation collective : elle est passée d'un rythme d'une assemblée générale par semaine en 2011 à une assemblée générale tous les deux-trois mois en 2013, de 100-130 personnes présentes lors des AG en 2011 à 5-7 personnes en 2013. Deux ans après la marche du 20 février 2011 qui institua le mouvement éponyme, comment peut-on comprendre le processus de démobilisation qui affecte la coalition du M20F à Rabat au cours de l'année 2011 jusqu'à sa désagrégation au début de l'année 2012 ?
- 3 Parmi les travaux qui ont porté sur le M20F, certains ont mis en évidence sa genèse socio-historique et politique en rappelant combien le mouvement s'inscrit dans une histoire protestataire qui ne date pas d'hier et qui réfute les conceptions spontanéistes de son émergence, florissantes au lendemain des événements (Vairel 2012 ; Desrues 2012 ; Bennani-Chraïbi & Jeghlaly 2012 ; Samoui & Wazif 2013). Les modalités d'organisation et de fonctionnement du mouvement, les enjeux liés à sa composition hétérogène (Smaoui 2011 ; Smaoui & Wazif 2013) ainsi que les jeux d'alliances et d'équilibres sur lesquels il a reposé ont aussi été analysés. Plus rares en revanche sont les travaux qui abordent de front la question de son déclin et de son essoufflement et, donc, celle des défections militantes. On trouve quelques propositions de réponse dans l'article de B. Dupret et J-N Ferrié dans lequel les auteurs estiment que l'annonce de la réforme constitutionnelle lors du discours du roi du 9 mars a opéré un désamorçage du 20 février « en proposant une réforme majeure de l'architecture constitutionnelle, c'est-à-dire de l'organisation de la relation gouvernants/gouvernés » (Dupret & Ferrié 2011 :29). Dès lors, la capacité du mouvement à mobiliser se serait affaiblie et ce dernier aurait tendu à se radicaliser à l'approche de la date du référendum (*ibid.*). Le déclin du M20F est donc ici appréhendé sous le prisme d'un désamorçage « par le haut », autrement dit à partir de l'influence exercée sur lui par l'environnement politique et

institutionnel. On retrouve cette conception dans les analyses du processus politique qui, par l'intermédiaire de la notion de structure des opportunités politiques (SOP), conduisent « à s'intéresser davantage à ce que les formes et l'ampleur de l'activité contestataire doivent à la politique institutionnelle qu'à l'inverse » (Tarrow & Tilly 2006 ; Mathieu 2010). L'approche développée par M. Bennani-Chraïbi et M. Jeghlaly (2012), en saisissant la démobilisation dans une perspective dynamique et relationnelle, nous semble plus convaincante. Les auteurs ouvrent la boîte noire de la démobilisation dans un article consacré à la dynamique protestataire du M20F dans lequel ils se demandent comment un champ d'alliance et d'opposition se configure en lien avec des événements extérieurs et se reconfigure puis se désagrège dans le cours même de la dynamique de contestation (*ibid.*). En outre, ils mettent en évidence l'existence de points d'inflexion du mouvement qui correspondent à des séquences de défection ayant participé à vider le mouvement de ses membres. En raisonnant en termes de séquence de flux et de reflux militants, en identifiant des points d'inflexion du mouvement, les auteurs offrent de penser la démobilisation comme un processus dynamique lié à un ensemble de facteurs internes (rapports de force entre organisations, tension organisationnelle, perception des chances de réussite du mouvement, etc.) et externes (image publique du mouvement, valorisation sociale de la cause, degré d'ouverture du régime sur celui-ci, etc.) qui déterminent les conditions de possibilité de la défection.

- 4 Dans le présent article, nous souhaitons traiter la question de la démobilisation collective sous l'angle des processus de désengagements individuels d'une catégorie d'acteurs donnée : celle des étudiants de la Coordination du M20F-Rabat. L'objectif n'est donc pas d'expliquer le « pourquoi » du déclin du M20F en mettant l'accent sur la supériorité explicative de telle ou telle variable mais davantage de montrer l'intérêt qu'il peut y avoir à recourir à une approche microsociologique se rendant attentive au « comment » certains engagés en viennent, à un moment donné, à se distancier du mouvement ou à interrompre leur participation. S'attacher au « comment » signifie ici raisonner sur « des enchaînements de faits qui sont le produit de causes spécifiques actualisées et reconfigurées dans le déroulement des événements » (Fillieule 2012 : 40).
- 5 Plusieurs raisons motivent le choix de se focaliser sur les étudiants plutôt que sur d'autres catégories d'acteurs. En se situant dans une position d'entre deux, entre la position sociale héritée de leurs parents et leur position future, qui constitue aussi une situation d'indétermination¹, le groupe des étudiants semble plutôt bien adapté pour interroger la façon dont l'engagement est travaillé par différents ordres de contraintes : la famille d'une part, la condition étudiante et les caractéristiques propres à cet univers de l'autre, et le marché de l'emploi enfin. Dans cette perspective, nous faisons plusieurs hypothèses qui visent à questionner l'influence de ces univers de contraintes sur l'engagement : *primo*, sur la base d'une analyse des justifications du désengagement invoquées par les étudiants, nous faisons l'hypothèse que les « effets de contexte », aussi puissants soient-ils, n'épuisent pas les motifs de défection et qu'ils se rapportent aussi, bien souvent, à des facteurs liés à la condition étudiante. *Deuxio*, on s'intéresse aux effets de la sortie de la condition étudiante et du marché de l'emploi sur le maintien ou non des engagements. On fait ici l'hypothèse que l'interruption de la participation à l'action collective dépend aussi des changements qui opèrent dans la sphère professionnelle des individus (sortie des études et entrée sur le marché du travail notamment) et de l'ajustement plus ou moins heureux entre sphère professionnelle et activité militante. À cet égard, on soulignera ici combien les effets du marché de l'emploi actuel sur l'engagement varient selon les chances objectives d'accès

au travail. *Tertio*, en partant de l'observation empirique que les étudiants qui se désengagent sont aussi ceux qui ont été les plus investis dans le mouvement, ceux qui disposent des plus solides dispositions à l'action collective et ceux qui sont les plus « retenus » par le collectif, on discutera certains travaux sur le désengagement dont ceux de R. Kanter ou de D. M. Cress et ses collègues. On montrera notamment que le recours au concept de dissonance cognitive qui suppose un lien positif entre sacrifices consentis et maintien de l'engagement ne permet pas, en l'espèce, d'éclairer les logiques qui sous-tendent le désengagement de certains étudiants. En contrepoint, on verra tout l'intérêt qu'il y a à articuler les niveaux micro (dispositions sociales, socialisations), meso (modes d'organisation, formes d'encadrement) et macro (valorisation sociale de la cause) pour avancer dans la compréhension des ressorts sociaux de la défection. On émet l'hypothèse que les conditions de possibilité de la défection sont en partie déterminées par les dispositions au militantisme dont sont inégalement pourvus les acteurs qui s'engagent dans un mouvement protestataire.

- 6 Les matériaux empiriques sur lesquels repose cet article sont issus d'une enquête en cours². Sur la base d'un corpus d'enquête élargi, constitué de treize familles militantes, nous avons d'abord retenu cinq profils en lien avec les hypothèses formulées plus haut. Puis nous avons sélectionné deux autres profils extérieurs à ce corpus, qui n'appartiennent pas à des « familles militantes ». Trois critères ont orienté la sélection des profils : d'une part, celui de leur engagement dans le M20F-Rabat. Tous se sont effectivement engagés, avec des degrés d'intensité variables, dès le début du mouvement, en février 2011 ; d'autre part, celui de leur appartenance au monde étudiant. Les enquêtés, âgés de 19 à 26 ans, sont ainsi tous étudiants du supérieur qui ont parfois fini leurs études pendant le « moment protestataire » et qui sont entrés, pour certains, sur le marché du travail. Enfin, celui d'avoir cessé de participer, à un moment ou à un autre, à l'action collective. Plus précisément, deux temporalités se distinguent dans le désengagement des enquêtés retenus : quatre des enquêtés sont sortis du mouvement au cours de l'année 2011 tandis que les trois autres ont fait défection au début de l'année 2012. Par ailleurs, parmi ces sept enquêtés avec lesquels des entretiens semi-directifs ont été réalisés³, nous en avons suivi deux entre 2011 et 2013 en réalisant des entretiens répétés. Ce qui a permis de s'entretenir avec eux à la fois *pendant* leurs engagements et *après* leurs défections. Pour les cinq enquêtés restant, les entretiens ont été conduits seulement après les désengagements, entre février 2012 et février 2013, dans un contexte marqué par la dissolution du M20F. À ces entretiens, enfin, s'ajoutent des observations menées à plusieurs reprises au cours des années 2011 et 2012 au sein de la Coordination de Rabat, lors des manifestations et des assemblées générales.
- 7 Dans une première partie, nous reviendrons sur la composition sociale du M20F en soulignant le rôle des affinités et des cadres de socialisation similaires des étudiants ; puis nous reconstituerons quatre parcours d'engagements au sein du M20F (partie I). Dans une seconde partie, nous soulignons quelques éléments saillants du contexte dans lequel les désengagements individuels s'inscrivent, avant d'explorer les motifs de défection mobilisés par les enquêtés, en lien avec leurs propriétés objectives (partie II). Enfin, dans une troisième partie, nous compléterons l'analyse des motifs de défection en portant une attention particulière à la façon dont les modes d'organisation du collectif contribuent aux désengagements de certains militants puis en soulignant le rôle de la socialisation familiale dans le maintien ou non des engagements (partie III).

On tentera de mettre en évidence ce que les formes de désengagement possibles doivent à l'histoire sociale et familiale des individus et à leurs socialisations familiales.

1- Composition sociale du M20F et types d'entrée dans le mouvement

1.1 L'entrée des étudiants dans le M20F : entre participation individuelle et logiques d'affiliation organisationnelle

- 8 La coordination de Rabat du M20F est composée d'une part importante de jeunes urbains, lycéens, étudiants, ou jeunes diplômés. Certains se situent à la frontière entre le secondaire et le supérieur, passant le baccalauréat au mois de juin 2011 et faisant leur entrée à l'université en septembre. Au sein du groupe étudiant, certains ont fait partie du tout premier cercle de militants de la coordination de Rabat qui a organisé et préparé, dès le début du mois de février 2011, la marche du 20. Étudiants dans les facultés de lettres et sciences humaines, de droit et d'économie, de science politique, de sciences et techniques (FST), en école de journalisme, d'ingénieurs ou encore dans les écoles supérieures de technologie (EST)⁴, une bonne partie d'entre eux a connu, en amont du mouvement du « 20 février », l'expérience de l'engagement : certains se sont impliqués dans des associations de défense des droits de l'homme (comme l'Association marocaine des droits de l'Homme) ou altermondialistes (ATTAC-Maroc), d'autres ont pris part à un mouvement laïque tel que le MALI, se sont investis au sein de partis politiques non gouvernementaux comme la Voix démocratique, le PSU ou le PADS, ou se sont engagés à l'Université au sein de l'UNEM, syndicat étudiant longtemps dominé par les mouvements de gauche mais désormais sous la houlette des islamistes de Justice et Bienfaisance (*al-'adl wa al-ihasan*)⁵. Si tous ne sont pas issus de familles militantes, certains le sont et partagent des caractéristiques communes liées à leur histoire militante familiale, aux cadres de socialisation politique et à leur propriété idiosyncrasique. Au contact de leurs parents qui appartiennent aux « générations militantes » des années 1970 et 1980 puis à travers diverses expériences sociales (colonies de vacances, primo engagement associatif, etc.), ces enfants de militants ont fait très tôt l'apprentissage de schèmes de penser et d'action propres à l'univers politique dont l'une des spécificités est d'engendrer des représentations et des pratiques militantes. D'autres étudiants, bien que peu nombreux, font leurs premières armes politiques avec le M20F et n'ont eu aucun engagement associatif ni politique antérieur.
- 9 Le M20F comporte également des étudiants membres de la jeunesse de l'USFP et du Parti de la Justice et du Développement (PJD) ainsi que de l'organisation islamiste non reconnue, *al-'adl wa al-ihasan* (Justice et Bienfaisance). Le « groupe Usfpsite du 20 février » a été créé le 19 février, la veille de la manifestation du 20. La direction de l'USFP n'avait appelé ni au boycott ni au soutien du M20F. Au sein du parti, un groupe minoritaire a choisi de rallier le mouvement. C'est ce même groupe qui se mobilisa en décembre 2011 pour demander la démission collective du bureau politique du parti le priant d'assumer la responsabilité de son échec aux élections législatives de novembre 2011. D'autres étudiants ont rallié le mouvement avec l'entrée en lice du « groupe Baraka » fondé par un membre démissionnaire du Secrétariat général du PJD. La décision du parti de ne pas soutenir le mouvement a en effet débouché sur la démission

de trois membres du Secrétariat général du PJD, dont l'un, El Mustapha Ramid⁶, allié à des jeunes du parti, est à l'origine du mouvement « Baraka ». Les étudiants de *al-'adl wa al-ihasan* sont, quant à eux, entrés dans le mouvement dès le 20 février, l'organisation ayant annoncé le 16 février sa participation à la marche du 20. Notons enfin, au moins à Rabat, la position distante voire hostile que les diplômés chômeurs ont tenu à l'égard du mouvement. Orientées sur des revendications catégorielles et accommodées à un style protestataire autolimité (Montserrat Emperador 2011 ; 2013), les associations de diplômés chômeurs n'ont effectivement pas soutenu le M20F-Rabat en dehors de leur participation aux premiers rassemblements. Arguant de ce qu'elles n'étaient pas concernées par un mouvement n'insistant pas suffisamment sur la question du chômage, elles s'en éloignent quelques semaines après la marche du 20 février. Néanmoins, à Casablanca, des militants multi-positionnés d'obédience marxiste, placés à la tête de l'Association nationale des diplômés chômeurs du Maroc (ANDCM), ont été très actifs dans le M20F en tant qu'individus (Bennani-Chraïbi & Jeghlaly 2012), ce qui invite plus largement à distinguer les personnes qui se positionnent dans le mouvement au nom d'un collectif et ceux qui choisissent de participer à titre individuel sans mettre en avant leurs affiliations organisationnelles. Pour autant, si ces derniers « refusent les étiquettes », on peut raisonnablement penser, comme l'ont mis en relief S. Michon (2011) et L. Baamara (2013) dans d'autres contextes, que leurs prises de position et leurs pratiques dans le contexte d'action du M20F demeurent fortement liées à leurs expériences militantes antérieures.

- 10 De ce point de vue, les expériences militantes estudiantines n'ont pas manqué, elles aussi, d'être réinvesties dans le cadre du M20F. Historiquement, l'Université constitue un haut lieu de politisation au sein duquel ont émergé, depuis les années 60, de nombreuses mobilisations politiques, aussi bien au Maroc (El Ayadi 1999 ; Bennani-Chraïbi 2003 ; Vairel 2005) que dans d'autres pays de la région (Siino 2002 ; Camau & Geisser 2003 ; El Khawaga 2003 ; Larzillière 2013). Les oppositions parfois violentes, entre « islamistes » et « gauchistes », en lien avec la montée de l'islam politique militant sur les campus universitaires depuis la fin des années 80 et l'affaiblissement de l'influence des idéologies de gauche à l'Université, structurent de façon déterminante l'espace politique estudiantin. Les expériences militantes vécues par les étudiants sur les campus universitaires sont largement déterminées par ces oppositions, par cette « dialogique islamo-gauchiste » (Camau & Geisser 2003), qui en vient à constituer un véritable mode de socialisation politique estudiantin. Ce qui attire l'attention dans le cas du M20F est sans doute moins la réactivation de ces clivages et oppositions estudiantines au sein de la coalition que leur mise en veille et la situation inédite de mobilisation conjointe. En l'espèce, le M20F a été le théâtre d'improbables rapprochements entre « islamistes » et « gauchistes », que ce soit au sein de la coordination de Casablanca (Smaoui & Wazif 2013) ou au sein de celle de Rabat⁷. Mais plus encore, l'Université a constitué pour les étudiants un lieu de partage de luttes et d'apprentissage de compétences militantes (*ibid.*) qui ont été importées et réactivées au sein du M20F. Une partie du répertoire d'action propre à l'espace militant estudiantin a pu être ainsi intégrée dans celui du M20F, aussi bien à Casablanca qu'à Rabat, comme l'illustre le recours aux cercles de discussion (« *halakiyat al nikach* ») lors des *sit-in* ou l'usage de slogans étudiants dans les manifestations réaménagés en fonction du contexte d'action présent.

1.2 Quatre parcours d'engagement et d'investissement dans le M20F

Amal : un attachement émotionnel au M20F. De l'incarcération de son père au mouvement du « 20 février »

- 11 Amal⁸ a 24 ans, elle est née dans une fratrie de cinq enfants. Sa mère est professeure de traduction (arabe - français) dans le secondaire et son père est professeur de géologie à l'Université. En regard des ressources culturelles et du capital social dont disposent ses parents, elle appartient aux classes sociales supérieures. La trajectoire sociale de ses parents est marquée par une très forte mobilité sociale intergénérationnelle permise par l'accès à l'Université. Après le baccalauréat, Amal s'inscrit dans une école préparatoire pour passer différents concours et intègre une école d'ingénieur à Tanger. En 2011, quand débute le mouvement du « 20 février », elle est en dernière année. Le parcours militant d'Amal et son entrée dans le M20F sont indissociables de son histoire militante familiale puisque c'est en raison de celle-ci qu'elle connaît, dès 2008, ses premiers engagements dans des actions collectives qui la mèneront jusqu'au M20F. Avant cette séquence militante, elle n'a pas connu d'engagements militants si ce n'est un investissement dans le club « environnement » de son lycée qu'elle explique par sa « fibre écologiste » et son intérêt pour le sujet de la responsabilité sociale des entreprises (RSE).
- 12 Son père a fait ses premières armes politiques au milieu des années 70 au sein du Syndicat National des Lycéens (SNL) avant d'intégrer l'organisation clandestine *Chabiba Islamiyya* (Jeunesse Islamique) fondée en 1969 par Abdelkrim Moutîi. Les campus universitaires marocains sont alors sous la houlette du mouvement marxiste-léniniste qui a investi l'Union Nationale des Étudiants Marocains (UNEM). La *Chabiba Islamiyya* combat avec violence, et avec le soutien de la monarchie, ce mouvement d'extrême gauche qui s'oppose au régime. En 1975, l'implication de certains membres de la *Chabiba Islamiyya* dans l'assassinat d'Omar Benjelloun amorce son déclin et conduit à sa dissolution en 1976. Certains de ces militants, dont Abdelilah Benkirane, fondent, en 1981, la *Jama'a al-islamiyya* (Groupe Islamique) et, en 1985, *al-Islah wa at-Tajdid* (Réforme et Renouveau). Le père d'Amal prend ses distances avec la *Chabiba* dès l'assassinat d'Omar Benjelloun et fonde en 1981, avec d'autres militants, une organisation, *al-Ikhtiyar islami* (le Choix Islamique). L'organisation puise son référentiel idéologique aussi bien dans les écrits des théologiens de la libération en Amérique latine que dans ceux de l'école coranique égyptienne ou encore dans la littérature révolutionnaire palestinienne comme celle de Mounir Shafiq⁹. Suite à une scission au sein de l'organisation entre ceux qui souhaitent rester dans la clandestinité et ceux qui désirent en sortir, il participe à fonder un autre mouvement, en 1995, *Al Badil al-Hadari* (l'Alternative Civilisationnelle) qui est autorisé à s'établir comme parti politique en 2005. En février 2008, lors d'un Congrès exceptionnel du parti, est débattue la proposition que Salah El Ouadie a faite à *Al Badil al-Hadari* de rejoindre le Mouvement pour tous les démocrates (MTD)¹⁰. Le 17 février 2008, le parti refuse à l'unanimité d'intégrer le MTD. Le lendemain, le 18 février, le père d'Amal, alors secrétaire général du parti, ainsi qu'un membre du bureau politique du parti, un membre du PSU, un autre du PDJ et deux autres militants sont arrêtés, accusés de faire partie d'un présumé réseau terroriste dirigé par le belgo-marocain Abdelkader Belliraj condamné à perpétuité en juillet 2010. C'est l'affaire des « six détenus politiques ». Le 20 février,

suite à une conférence de presse du secrétaire d'État à l'intérieur, Fouad El Himma, le parti est dissous par décret gouvernemental. L'affaire est fortement médiatisée, et les détenus politiques reçoivent le soutien de nombreuses associations de défense des droits de l'Homme nationales et internationales et de personnalités politiques et militantes, aussi bien issues de l'extrême gauche que du PAM ou du PJD, qui dénoncent un « coup monté » et un procès expéditif et insensé. Les sentences sont extrêmement lourdes : le père d'Amal est condamné à 25 ans de prison ferme. D'abord sous le choc, celle-ci crée néanmoins, avec l'aide de la fille du secrétaire général du parti *al-Oumma*, incarcéré également, une page Facebook de soutien aux détenus politiques. Elle relaie les avancées quotidiennes de la grève de la faim que son père et les autres détenus ont décidé d'observer. Dès lors, elle est régulièrement sollicitée par des journalistes pour des interviews au sujet de son père et de la « cause » des six détenus politiques. Au Maroc, elle se rapproche de l'AMDH qui joue un rôle important pour les six détenus politiques en revendiquant leur libération et en soutenant les familles de détenus. Elle se lie d'amitié avec certaines militantes de l'association. L'incarcération de son père lui « a ouvert les yeux » sur les injustices sociales et l'arbitraire du pouvoir. Elle rejoint le M20F dès la marche du 20 février aux côtés du petit groupe de l'AMDH qui a soutenu son père. Son indignation et sa colère trouvent au sein du M20F un contexte favorable pour s'exprimer. Elle y découvre également d'autres causes qui participent à une montée en généralité de son indignation. Elle explique à ce propos :

« J'ai un lien émotionnel avec le mouvement, les gens étaient dans l'émotion...le mouvement soutenait mon père, je me sentais soutenue, le 20 février a beaucoup fait pour mon père, c'est grâce à lui qu'il a été libéré (...) dans le mouvement j'ai découvert d'autres revendications auxquelles j'ai adhéré, la justice sociale, la lutte contre la corruption... ».

- 13 De février à la fin du mois de mars 2011, elle s'engage intensément au sein du M20F. AG, manifestations, *sit-in*, comités de travail spécifiques, Amal se surinvestit. La médiatisation de la cause de son père et le franc soutien que lui apporte le M20F lui attire, de surcroît, la sympathie des militants de toutes tendances confondues. Son activité militante est en ce sens fortement récompensée par la reconnaissance collective de son malheur personnel et familial. Symétriquement, avec sa présence dans la mobilisation, le M20F peut ajouter à son crédit de compter parmi ses membres une victime de l'injustice du pouvoir. Du mois d'avril au mois de juillet 2011, Amal part en France, à Paris, pour réaliser un stage de fin d'étude mais continue de suivre à distance l'évolution du mouvement.
- 14 Le 14 avril 2011, son père ainsi que les cinq autres détenus bénéficient d'une grâce royale qui intervient suite aux revendications répétées du M20F. À son retour au Maroc, en juillet 2011, diplôme d'ingénieur en main, Amal se met en recherche d'emploi. Elle trouve un travail dans une entreprise de confection à proximité de Rabat. En regard du contexte marocain, marqué par une dévaluation des diplômes et un taux de chômage très élevé chez les diplômés du supérieur, cette offre constitue sans conteste une opportunité qu'elle ne manque pas de saisir. Quelques mois plus tard, en 2012, elle se marie avec un informaticien sympathisant de la Voix démocratique (parti d'extrême gauche).

Nadir et Zeina : de l'AMDH au M20F. Des degrés et des modalités d'investissements différenciés

- 15 Nadir et Zeina sont originaires de Rabat, ils sont frère et sœur. Ils sont nés dans une famille de militants de l'extrême gauche marocaine. En regard de l'origine sociale des parents (classe ouvrière), de la génération scolaire à laquelle ils appartiennent (nés en 1958) et des aspirations générées à la fois par l'école et la famille, leur position socio-professionnelle actuelle (ils sont fonctionnaires) correspond au destin social qui était pour eux le plus probable. Leur père était militant à l'Union Nationale des Étudiants du Maroc (UNEM) au début des années 70 puis dans l'organisation révolutionnaire *Ila Al Amam*. En 1976, il est arrêté et mis au secret au centre de détention de *Derb moulay Cherif* pendant six mois avant d'être emprisonné un an à la prison de Ghbila à Casablanca. À sa sortie de prison, il interrompt ses études (niveau baccalauréat). Sur le plan professionnel, il intègre alors la Caisse Nationale des Organismes de Prévoyance Sociale (CNOPS) au sein de laquelle il restera jusqu'à ce jour en gravissant progressivement les échelons hiérarchiques. Il poursuit une carrière militante marquée par un multi-positionnement, en s'engageant à la fois dans la sphère associative au sein de l'AMDH, dans la sphère politique avec la Voix Démocratique qu'il participe à créer et dans la sphère syndicale et professionnelle au sein de l'UMT. Ces engagements lui permettant d'inscrire sa trajectoire militante dans la continuité et de vivre son militantisme comme fidélité à soi (Leclercq & Pagis 2011 ; Cheynis 2013).
- 16 La mère de Nadir et Zeina est, quant à elle, professeure de science de la vie et de la terre dans un établissement du secondaire. Engagée elle aussi à l'UNEM puis au sein d'*Ila Al Amam*, elle n'est cependant pas passée par la case prison. Elle est aujourd'hui membre de l'AMDH, syndicaliste à l'UMT et membre du secrétariat général de la Voix démocratique. Elle et son mari font partie du Conseil national de soutien au mouvement du 20 février¹¹ (CNSM20) et adoptent une position, dès le départ, très favorable à l'engagement de leurs enfants dans la mobilisation.
- 17 Nadir a 11 ans quand il commence à participer aux jeux pour les enfants organisés par l'AMDH. Ses parents se rendent régulièrement à l'association et emmènent leurs enfants. Ces derniers rencontrent d'autres enfants de militants avec qui ils jouent lors des réunions de parents et avec qui ils lieront de profondes amitiés. Ils se fréquentent non seulement lors des activités pour les enfants mises en place par le syndicat (UMT) ou l'association (AMDH) des parents mais aussi à leurs domiciles respectifs, leurs parents entretenant également des relations d'amitiés et de camaraderie avec les parents de leurs amis. Durant son enfance, Nadir fréquente les colonies de vacances mises en place par l'association et assiste, lors des veillées et dans les dortoirs, à des débats politiques conduits par de jeunes militants un peu plus âgés que lui, qui l'impressionnent par leur capacité oratoire et leur savoir politique. Il intègre la section jeunes de l'association au sein de laquelle il est très actif avec son groupe d'amis, cette expérience renforçant ses dispositions au militantisme intériorisées au cours de sa socialisation primaire familiale. En 2011, il a 19 ans, passe son baccalauréat en juin et intègre la même année l'École supérieure de technologie (EST) de Casablanca. Son engagement dans le M20F se fait à travers l'AMDH au sein de laquelle, parallèlement au M20F, il révisé son baccalauréat avec l'aide de professeurs affiliés à l'association :

« Je passais le bac la même année que le 20 février, il y avait plusieurs jeunes dans le mouvement qui passaient le bac, donc on a fait une section de jeunes étudiants en premier cycle, on était principalement des jeunes qui avaient soit le bac soit

régional, c'était bien car on révisait ensemble, on faisait des réunions à la section de Rabat, il y avait des professeurs de l'AMDH qui venaient et qui nous aidaient à préparer nos cours pour passer les examens, c'était bien, on pouvait faire les deux. On était fier de militer et d'étudier en même temps, on était nombreux, on était presque 10 personnes à réviser pour le bac (...).

- 18 L'engagement de Nadir dans le mouvement se traduit par l'accomplissement de tâches variées et très concrètes : au sein du comité des slogans (*chi'arat*), il prépare les slogans à scander lors des manifestations et leur support respectif ; dans le comité communication, il rédige des communiqués de presse et s'occupe des prises de rendez-vous avec les organes de presse concernés ; il gère et contrôle par ailleurs le groupe Facebook de la coordination du M20F-Rabat et se charge de l'extension des groupes Facebook à d'autres sections du mouvement ; enfin il prépare les manifestations et leur itinéraire. Par ses multiples activités au sein du mouvement, par l'intensité avec lesquelles il les entreprend et par l'enchevêtrement de ses activités scolaires (il révise son bac à l'AMDH) et militantes, Nadir vit un engagement militant que l'on peut qualifier d'intense et qui, dans la hiérarchie de ses investissements, occupe de loin le premier rang.
- 19 Sa sœur aînée, Zeina, a 21 ans en 2011 et est étudiante à la faculté de science et d'éducation de Rabat. Comme son frère, elle est membre de l'AMDH avec laquelle elle a participé elle aussi à plusieurs colonies de vacances durant son enfance. Pourtant, son adhésion à l'AMDH et plus largement son rapport au militantisme ne sont pas de la même nature que ceux qui animent son frère Nadir. Elle ne s'y engage en effet qu'occasionnellement et maintient une certaine distance à l'égard du monde militant dans lequel gravitent ses parents et son frère. Ses études, son parcours scolaire et professionnel lui importent tout autant si ce n'est davantage. En février 2011, elle rejoint le M20F mais son engagement est relativement faible, elle participe aux manifestations organisées par le mouvement sans prendre part aux assemblées générales et aux différents comités de travail de la coordination. Elle se rend souvent aux manifestations accompagnées de ses parents aux côtés desquels elle défilera lors des marches d'envergure des mois de mars et d'avril. Cette différence d'investissement militant entre Zeina et son frère peut se comprendre si l'on tient compte de la manière dont Zeina a vécu son enfance de « fille de militants » : elle exprime le regret d'avoir eu des parents souvent absents, trop occupés par leurs activités militantes et souligne ne pas désirer reproduire ce schéma avec ses propres enfants. Sans doute aussi, cette différence d'investissement entre Zeina et Nadir gagnerait à être saisie à partir de leur position ou rang au sein de la fratrie (aînée / benjamin) mais aussi de leur position tant économique que scolaire (Bessière 2006). Les investissements parentaux vers les enfants opérant largement à travers une forme d'anticipation objective de la destinée sociale de ces derniers.

Soraya : des premiers doutes à l'engagement actif

- 20 Soraya est née en 1988 à Rabat. En 2011, elle est étudiante au centre de formation des professeurs de Rabat pour devenir professeure de musique. Elle est l'aînée d'une fratrie de 3 enfants. Sa mère est femme au foyer et son père, avant de reprendre l'épicerie familiale, était technicien au ministère de l'enseignement. Sa famille paternelle est depuis plusieurs générations une famille de petits commerçants et la famille de sa mère, d'origine sociale populaire, compte aujourd'hui plusieurs enseignants parmi ses membres. Son père a payé son expérience militante dans le mouvement d'extrême

gauche au prix de l'interruption d'une promotion sociale espérée, avortée suite à une incarcération et à la nécessité de reprendre l'affaire familiale à sa sortie de prison.

- 21 Au lycée, Soraya choisit option musicale et obtient un baccalauréat scientifique option musique. En parallèle, elle étudie le piano et le violon au conservatoire régional puis national. Elle intègre le club des droits de l'Homme qui organise des débats dans l'enceinte scolaire. Au cours de ces années étudiantes, au contact de ses camarades de classe mais aussi de ses amies, elle prend conscience de sa propre différence en tant qu'enfant de militants. Elle éprouve en outre de la difficulté à s'ajuster socialement et scolairement aux normes dominantes dans le domaine des pratiques religieuses, et donc à celles que l'école véhicule (El Ayadi 2004). Ses parents n'observent pas le jeûne durant le mois de ramadan, ne fêtent ni l'Aïd ni les autres festivités religieuses, ce qui constitue une forme de « déviance » au regard des normes religieuses dominantes et du rôle de la famille dans la transmission de celles-ci (Tozy *et al.* 2013). Soraya fait ainsi l'expérience du désajustement entre les normes hétérodoxes en matière religieuse intériorisées au sein de sa famille et celles véhiculées par l'école.
- 22 Depuis sa prime enfance, elle suit régulièrement son père dans ses différentes activités militantes, aussi bien syndicales au sein de la Confédération Démocratique du Travail (CDT), qu'associatives avec l'AMDH et politiques au sein du PADS. Elle participe aux activités pour les enfants mises en place par la CDT et l'AMDH en parallèle des réunions et activités pour les adultes, et rencontre alors d'autres enfants de militants avec lesquels elle se lie d'amitié. Chaque année, elle sort manifester avec son père et sa mère à l'occasion du 1^{er} mai. Sa mère, suite à la naissance de sa deuxième fille en 1994, a interrompu ses activités militantes (AMDH) préférant être « dans l'élevage de militants plutôt que d'être engagée elle-même ».
- 23 À 16 ans, elle s'engage dans la section jeunesse de l'AMDH, association dans laquelle ses parents ont longtemps été engagés. Elle participe activement aux manifestations contre la guerre d'Irak avec ses amies de l'AMDH ainsi qu'aux actions régulières de soutien à la cause palestinienne qui se déploient tantôt sous la forme de *sit-in* tantôt sous la forme de manifestations. En 2006, elle s'engage dans la jeunesse du PADS, parti dans lequel son père a milité et duquel il vient de se retirer la même année. C'est le parti de son enfance, un parti de « famille » dans lequel certains de ses oncles ont aussi milité depuis sa création en 1989. En 2010, à son tour, Soraya quitte le parti estimant qu'elle n'était pas faite pour être dans une structure partisane. Quand arrive la marche du 20 février, alors que son père rejette cette initiative et que sa mère adopte une position de réserve, Soraya explique :

« Moi au début je n'y croyais pas trop au 20 février, je me disais que... genre on se connaît presque tous, on est presque tous militants de l'AMDH, on est plus ou moins tous membres de partis politiques, qu'est ce qui va changer avec cette initiative ? Mais après, je me suis investie à fond...j'ai vu que ça prenait... je me suis dit que ça pouvait réussir (...) j'étais dans plusieurs comités, dans le comité d'information, pour distribuer des tracts, dans le comité d'organisation pour organiser les manifs, tracer le plan des manifs, voir qui va assurer les slogans de la manif, qui va les chanter... ».
- 24 Si Soraya doute dans un premier temps de la réussite de cette initiative collective, elle réévalue ensuite les chances de succès du mouvement lorsqu'elle perçoit que « ça prend » et redouble alors d'investissement en s'engageant dans plusieurs comités de travail. Au sein du mouvement, elle vit cependant certaines expériences déplaisantes

qui la conduisent à porter un discours critique à l'égard des militants qu'elle subsume sous la catégorie de « gauchiste ».

« La manif c'était juste les filles qui l'avaient organisée, on était 5 ou 6 filles à avoir tout préparé, les slogans, le trajet, et à un moment, il y a eu un problème avec des salafistes, mais le vrai problème était avec les gauchistes, car quand un salafiste te traite de moins que rien, tu peux te dire que c'est dû à son idéologie, à l'islam, à l'image de la femme dans l'islam, à plein de choses quoi. Mais un gauchiste qui te traite de la même manière, c'est ça le problème. Les gauchistes restent des gauchistes, des schizophrènes, des faux alliés... »

- 25 Lors de son engagement dans le M20F, elle se rapproche de certains militants islamistes et raconte sur le mode de l'incrédulité comment elle se découvre avec eux des affinités, sur certains points plus profondes, qu'avec les « gauchistes ». Au début de l'année 2012, Soraya obtient un poste de professeure de musique dans un collège à proximité de Rabat.
- 26 Au terme de cette présentation des trajectoires individuelles et familiales qui visait à mettre en relief la manière par laquelle les acteurs sont entrés dans le mouvement et les modalités de leurs engagements, nous pouvons faire ressortir deux éléments importants : d'abord, la prégnance de la socialisation politique familiale puis des expériences socialisatrices secondaires (colonies de vacances, associations, jeunesses des partis politiques) dans la familiarisation des individus au monde militant et dans la formation des appétences pour le militantisme. De ce point de vue, ces trajectoires confirment que la famille est l'un des principaux sites de l'intériorisation des dispositions contestataires¹² et constitue le « creuset de l'identité politique » (Muxel 2001). Ensuite, l'analyse des trajectoires individuelles montre comment au-delà de la diversité des parcours, les individus en viennent à se retrouver, à moment donné, dans un même mouvement protestataire, en raison de la proximité de leur *habitus*. Se pose dès lors la question de savoir comment les individus, rassemblés en quelque sorte par cette affinité de dispositions sociales en viennent, en retour, à se désengager. Ce qui implique de s'interroger sur les logiques qui sous-tendent le désengagement.

2- Contexte de démobilisation et motifs de désengagement

2.1. Modification du contexte de mobilisation et effets sur les groupes mobilisés

- 27 Lors du discours royal du 9 mars 2011, le souverain annonce, sans faire allusion aux mobilisations qui ont agité le Maroc deux semaines plus tôt, sa volonté de réformer la Constitution marocaine avec l'objectif d'un rééquilibrage des pouvoirs. Une Commission consultative de révision de la Constitution (CCRC) est nommée le 10 mars avec pour mission de préparer un projet de texte constitutionnel après consultation de l'ensemble des forces politiques, syndicales et associatives du Royaume. Au sein du M20F, des désaccords ne tardent pas à surgir autour de la question de sa participation ou non au processus de consultation initié par le roi. Une minorité approuve la feuille de route proposée par le monarque lors de son discours estimant qu'elle constitue une avancée historique pour le Maroc alors qu'une majorité la désapprouve en soulignant que les propositions de réforme se situent bien en deçà des revendications du M20F. Déplorant les modalités de création de la CCRC, les membres de la Commission

(désignés par le roi), le M20F ainsi que l'AMDH, ATTAC-Maroc, le PSU et la Voie Démocratique optent pour le boycott du processus consultatif de révision de la Constitution mais entendent poursuivre la mobilisation pour peser sur les décisions de la CCRC.

- 28 Le roi annonce dans son discours du 17 juin la tenue d'un référendum sur la Constitution le 1^{er} juillet suivant, tout en promouvant le projet constitutionnel en indiquant qu'il voterait pour. L'option d'une élection démocratique d'une assemblée constituante ayant été écartée, le mouvement, décide de boycotter le référendum sur la loi fondamentale. Cette décision, alors que la répression s'intensifie¹³, génère une vague de défections au sein du mouvement ; celle-ci concerne principalement les militants affiliés aux partis politiques gouvernementaux, soucieux de suivre l'initiative royale, mais aussi une certaine frange de militants « indépendants ». Ainsi le mouvement Baraka du PJD et une partie des USFPistes quittent le mouvement sans exclure la possibilité de le rejoindre de nouveau si les réformes annoncées ne sont pas satisfaisantes. Le désamorçage de la contestation à travers une série de réponses institutionnelles aux revendications a donc bien opéré, tout au moins sur les acteurs se situant à l'intersection entre la scène politique instituée et l'espace protestataire (Bennani-Chraïbi & Jeghlal 2012). Par ailleurs, ce dispositif de réponses institutionnelles a également eu des effets non négligeables – peut-être moins perceptibles – sur la poursuite des engagements en participant à la dévalorisation sociale de la « cause » du M20F. Suite au référendum sur la Constitution voté à 98,5 % le 1^{er} juillet 2011, le M20F s'est vu de plus en plus apparenté à un mouvement de militants « radicaux » islamistes ou d'extrême gauche. Sur ce plan, l'émergence d'une contre-mobilisation, particulièrement visible (quoique disparate) lors de la campagne référendaire à travers la figure du « *baltaji* », a eu pour effet de renforcer ce processus de dévalorisation sociale en attisant l'image publique d'un mouvement rejetant le système monarchique voire dénigrant le roi lui-même. Dans ce contexte de perte de légitimité sociale et de soutiens publics du M20F, le crédit apporté à la persistance des engagements a diminué alors que l'acceptation sociale de la défection s'est renforcée.
- 29 Enfin, une autre vague de défection, massive, a lieu après l'annonce des résultats des élections législatives de novembre 2011 lorsque Justice et Bienfaisance décide de se retirer du mouvement estimant que le fruit de ses efforts a davantage profité au PJD (Bennani-Chraïbi & Jeghlal 2012). Cette démobilisation, affaiblissant considérablement les effectifs mobilisés, a eu pour conséquence d'ajouter à la problématique de la dévalorisation sociale à laquelle était déjà confrontée le M20F celle de l'illégitimité du nombre.

2.2 Les motifs du désengagement

- 30 Les motifs de retrait invoqués en entretien par les désengagés sont des justifications informées par leur contexte d'énonciation (Fillieule 2010). Pour la plupart des enquêtés, la situation d'énonciation correspond au premier anniversaire du mouvement, en février 2012, c'est-à-dire à un moment où la démobilisation collective est déjà effective depuis plusieurs mois. Exprimer les raisons de son retrait du mouvement n'est pas, à ce moment-là, l'apanage de dissidents minoritaires mais correspond davantage à une situation où les conditions de possibilité du désengagement – et de son énonciation – sont optimales car socialement acceptables. La dépréciation sociale de la cause du M20F

et la perte de légitimité du mouvement favorisent effectivement l'acceptation sociale de la défection et son énonciation. Pour le reste des enquêtes, le contexte d'énonciation est celui du 2^{ème} anniversaire du mouvement. Le sens social de l'investissement et du retrait sont donc ici davantage reconstruits *a posteriori* par le récit biographique que les acteurs s'en font. Parmi les parcours d'engagements présentés plus haut, on distingue au moins trois motifs distincts de se désengager.

- 31 Un premier motif est celui de l'érosion des croyances. Nous avons vu que Amal était entrée dans le mouvement principalement pour défendre la cause de son père et que ses revendications s'étaient (relativement) désingularisées dans le cours de l'action. En partant de la cause de son père, elle s'est mobilisée pour des causes plus générales comme la justice sociale et le refus de la corruption. Mais cette montée en généralité de ses revendications n'a pas fondamentalement transformé la nature de son rapport au mouvement ni les motifs de son engagement. De ce point de vue, la répétition des entretiens fait ressortir que la libération de son père a généré pour elle une forme de relâchement émotionnel à l'égard du mouvement suivi d'une phase d'autocritique ouvrant la voie à une réévaluation du mouvement à partir de schèmes d'appréciation plus politiques qu'émotifs.

« J'ai été passive ensuite, je sais pas...c'est... déjà quand je suis revenue de France, en juillet 2011... là-bas j'avais un œil un peu plus distant sur le mouvement, et j'ai commencé en fait... différemment [par rapport] aux autres, une petite autocritique, je pouvais voir ce qui allait bien, ce qui n'allait pas, les erreurs... quand je voyais ce qui se passait en Égypte, en Tunisie... et ici il y avait *l'adl wa al Ihsane* qui dominait vraiment... mais les gens étaient dans l'émotion, en fait oui, le 20 février c'était surtout l'émotion...Et moi je disais qu'il fallait sortir de ça car sinon le mouvement allait mourir, donc à un moment j'étais tenue au 20 février juste par ce cordon ombilical (...) voilà je n'étais plus convaincue, il fallait qu'on s'autocritique, il fallait un nouveau souffle... mais on n'a rien fait... je n'étais plus d'accord mais je sortais quand même, j'ai un lien émotionnel avec le mouvement... mais en fait je n'y crois plus ».

- 32 C'est donc un peu malgré elle qu'Amal continue, à son retour au Maroc, de défiler avec le M20F. Elle remet en cause dans un premier temps le mode d'organisation du collectif (« trop souple ») qui facilite à ses yeux la dominance des islamistes dans le mouvement (qu'elle regrette) et déplore, lors de la période référendaire, la focalisation de la critique sur la composition de la CCRC plutôt que sur le texte lui-même dont elle estime qu'il contient certaines avancées. Elle tente de changer de l'intérieur ce qui lui semble devoir changer (*voice*) en appelant à une remise en question collective tout en restant fidèle au mouvement (*loyalty*). Se rendant compte que l'autocritique à laquelle elle appelait n'a pas eu lieu, elle en éprouve dans un second temps de la déception mais ne se désengage pas pour autant. Elle se tait et participe passivement à l'action collective. La crainte d'être stigmatisée comme « lâcheuse », le sentiment d'avoir une dette envers le mouvement (la libération de son père), la peur de compromettre les relations d'amitiés qu'elle a tissées en son sein, participent au ralentissement du processus de défection en agissant comme autant d'injonctions à la poursuite de la mobilisation. Certes, elle ne choisit pas de partir mais elle poursuit passivement, sans rester à proprement parler loyale au mouvement. C'est ce que Guy Bajoit, cherchant à améliorer la typologie de Hirschman sur les formes de réactions individuelles au mécontentement, nomme l'*apathie* (Bajoit 1988). De la même façon, lors de cette phase qui précède son désengagement, c'est aussi son rapport à l'AMDH à travers laquelle elle

est entrée en militance pour la cause de son père puis dans le M20F qui se transforme. Elle explique :

« je ne suis vraiment plus active [à l'AMDH]... Je suis encore dedans mais juste à cause de ce lien émotionnel comme le 20 février... ce n'est pas pour quelque chose... je ne suis plus d'accord avec la politique de l'AMDH et la dominance de la Voix démocratique... ça me dérange parce que les droits de l'homme ça doit être neutre... et la dominance de quelques familles, la dominance de certaines cliques ça me dérange ».

- 33 Le deuxième motif mis en avant pour justifier un désengagement ou une prise de distance à l'égard du mouvement est celui de la modification de la disponibilité biographique (McAdam 1990) liée à la reprise des études ou à l'occupation d'une activité professionnelle concomitante à ses études. Nadir, entré dans le M20F à travers l'AMDH, a passé son baccalauréat au mois de juin et a intégré l'École supérieure de technologie (EST) de Casablanca en septembre. Décivant son engagement à partir de septembre 2011, Nadir relate :

« Depuis septembre c'est un peu compliqué, car le mouvement s'est ralenti et moi je suis très loin, donc je ne suis pas très actif dans le mouvement, car je suis loin je suis à la sortie de Casablanca et avec les cours, tout ça, je finis à 18h00, donc c'était dur. J'assistais seulement aux manifestations, mais je ne participais pas à l'organisation et tout ça depuis septembre, j'ai été vraiment engagé entre février et octobre et puis après avec les cours, la distance je l'ai moins été ».

- 34 Quant à sa sœur, Zeina, militante sympathisante du M20F, elle s'est mise à la recherche d'un emploi en septembre 2011 pour financer une partie de ses études qu'elle poursuit en science de l'éducation. En octobre, elle est embauchée par une banque qui, à sa grande surprise, la recrute à temps plein. Ne pouvant plus assister aux cours, elle interrompt sa licence en science de l'éducation à l'Université et s'inscrit dans une école privée qui propose des cours du soir. Prise entre deux ordres de contraintes (professionnelle et scolaire), elle ne trouve plus le temps de participer aux marches du M20F.

- 35 Un troisième motif se détache à travers la sortie du M20F de Soraya et du récit qu'elle en fait. Soraya explique :

« ça fait quatre mois que je n'assiste plus aux AG, et la dernière manif c'est la première où je ne vais pas [Pourquoi tu as décidé de ne plus y aller ?] Bon, je n'y suis plus allée, comme ça, je ne sais pas trop, je n'ai pas vraiment choisi, le mouvement est un peu mort maintenant ».

- 36 Or, elle a tout de même choisi de se retirer en période de reflux militant, le mouvement étant toujours actif malgré son essoufflement. On peut repérer au moins deux phases qui précèdent son désengagement : celle, d'abord, de la réduction de l'intensité de sa participation qui se traduit, dans un premier temps, par son retrait des AG et, dans un second temps, par une participation aux manifestations qui devient de plus en plus intermittente. Elle explique avoir cessé de participer aux AG en raison de la faiblesse numérique des militants présents, soulignant qu'à ce moment-là, à ses yeux, le mouvement était déjà mort. La phase, ensuite, au cours de laquelle Soraya s'engage dans le Comité « Boycott, désinvestissements et sanctions » (BDS) hébergé au sein de l'AMDH et qui s'intègre dans une campagne internationale visant à exercer des pressions (économiques, culturelles, académiques, etc.) sur Israël pour le conduire à adopter une solution négociée dans le conflit avec les Palestiniens. Ce type d'engagement qui vient compenser en quelque sorte son désinvestissement du M20F est décrit dans la littérature sur la sortie de rôle comme une « recherche

d'alternatives » (Ebaugh 1988). « L'individu, ayant pris conscience de sa liberté de choix, recherche la sortie de rôle et évalue les avantages comparés d'éventuels rôles alternatifs » (Fillieule 2005 : 30). Il faut enfin souligner que lors de ces deux phases qui précèdent son désengagement, Soraya continue de côtoyer ses amis de l'AMDH qui, pour certains, restent engagés dans le M20F.

- 37 Les différents motifs de défection listés ici, sans être exhaustifs, permettent d'avancer dans la compréhension des processus de désengagement dès lors que l'on tient compte de la situation et du contexte de leur énonciation et qu'on les rapporte aux trajectoires et aux caractéristiques objectives des individus. À ce stade, au moins trois éléments méritent d'être soulignés.
- 38 *Primo*, les defections individuelles, loin d'intervenir suite à une décision soudaine de mettre fin à son investissement militant, sont davantage l'aboutissement d'un délitement progressif de l'engagement. L'engagement d'Amal a commencé à s'étioler depuis son retour au Maroc, en juillet 2011, mais sa sortie du mouvement ne se fait que sept mois plus tard, en février 2012. Pour Soraya encore, son engagement se délite en épousant le rythme du déclin contestataire. Ces exemples reflètent comment les defections reposent sur des processus de long terme. Cependant, il faut garder à l'esprit que la situation d'énonciation des motifs n'est pas celle de la défection à proprement parler. Les désengagements ont déjà eu lieu quand les acteurs, sollicités par l'enquêteur, énoncent des motifs de défection. Les motifs peuvent ainsi être le produit d'une reconstruction *a posteriori*¹⁴, d'où parfois le décalage chronologique entre les départs effectifs et le motif lui-même.
- 39 *Deuxio*, les processus de défection peuvent être retardés par un certain nombre de « barrières » qui participent à freiner le rythme du désengagement. C'est par exemple le cas des defections retardées par l'insertion dans des réseaux de sociabilités militantes et par les sollicitations des camarades ou des amis militants à poursuivre son engagement. On pense ici à Soraya, à Amal ou à Nadir qui, malgré leur prise de distance vis-à-vis du mouvement, continuent à s'inscrire dans les réseaux de sociabilités militantes du M20F notamment car la plupart de leurs amis sont insérés au sein de ces réseaux. Ainsi, s'il est possible de diminuer son engagement, voire de ne plus participer à la mobilisation, il est en revanche plus difficile de se défaire des sociabilités liées au mouvement et qui souvent débordent du seul cadre de l'action collective. Phénomène de ralentissement que retrouve également Isabelle Lacroix dans son étude sur le maintien des engagements militants pour la cause basque en France (Lacroix 2013).
- 40 *Tertio*, si les justifications des acteurs sont variées, certaines sont spécifiques à la condition étudiante ou à la sortie de cette condition et doivent, de ce point de vue, être rapportées aux caractéristiques objectives des individus. On sait que les changements dans la sphère publique des engagements peuvent correspondre à des changements dans la sphère professionnelle ou privée (Fillieule 2003 ; 2010)¹⁵. La fin des études et l'entrée sur le marché du travail concernent Zeina (en septembre 2011), Amal (en janvier 2012) et Soraya (en février 2012). Si Zeina associe clairement son désengagement à un manque de disponibilité liée à son nouveau statut d'étudiante-salariée, Amal et Soraya ne mentionnent pas ce point ; pourtant leur désengagement coïncident objectivement avec leur entrée sur le marché du travail et leur sortie des études. La question du lien entre entrée sur le marché du travail et engagement prend un relief particulier dans le contexte actuel du marché de l'emploi marqué par la dévaluation des diplômes et le chômage de masse – et de longue durée – des diplômés

universitaires (Larbi 2000 ; Mellakh 2000). Ce contexte peut jouer à double sens sur le maintien des engagements.

- 41 D'une part, la faible probabilité de trouver un travail malgré le diplôme obtenu et l'expérience de la recherche d'emploi, supposée transitoire mais qui, finalement, se mue en période indéterminée, peut constituer une incitation à rester engagé dans la mesure où rien n'attend les individus en dehors du mouvement ; l'engagement peut ainsi représenter, en dehors de la recherche d'emploi, la seule activité fournissant à l'individu, en contrepartie de son investissement, des gratifications sociales et symboliques. Et, comme le souligne Isabelle Lacroix suite à Rosabeth M. Kanter, « plus l'individu est pris dans un système, unique dispensateur des récompenses et des coûts, plus il reste engagé » (2013 : 48). Ce qui rejoint également en ce sens les travaux qui montrent que plus l'individu est inscrit dans une pluralité de sphères de vie (ou de réseaux), plus les chances qu'il se désengage sont grandes (McPherson *et al.* 1992).
- 42 Inversement, obtenir un travail dans cette situation peut constituer un facteur de désengagement non négligeable, l'opportunité d'emploi qui se présente aux individus devant nécessairement être saisie. Non seulement parce que les opportunités d'emploi sont rares mais parce que l'accès à l'emploi conditionne, on le sait, l'accès au logement et à la vie maritale. Comme le soulignent Frédéric Sawicki et Johanna Siméant, « l'ajustement ou au contraire le désajustement entre sphère familiale, amicale, professionnelle et militante conditionnent les chances de rester ou pas engagé, voire d'augmenter l'intensité de son engagement » (2009 : 10). Ainsi, le maintien de l'engagement suite à l'obtention d'un emploi peut dépendre de l'ajustement entre la sphère professionnelle et la sphère militante. Pour Soraya, qui commence à travailler en février 2012 en tant que professeur de musique au collège et qui se désengage progressivement du M20F, ces deux sphères sociales s'ajustent harmonieusement, son travail lui permettant de ne pas se défaire complètement de son rôle et de son identité militante (elle s'investit dans le Club des droits de l'Homme de son établissement par exemple). On peut en revanche supposer que cet ajustement ne soit pas le lot de tous, notamment quand l'occupation professionnelle ne relève pas d'un « magistère moral ». Par ailleurs, si l'on se place dans une autre perspective, celle de la « compétitive thesis », le maintien d'un engagement intense lors d'une entrée sur le marché du travail peut être remis en cause car « members with higher participation levels in an organization will have to sacrifice other involvements (e.g., other voluntary groups, work, family, etc.) that also make claims upon their resources. This conflict leads to a decrease in member persistence among members with high participation » (Cress *et al.* 1997 : 62). On revient ici au concept de disponibilité biographique (McAdam 1990) qui met en évidence que les individus qui sont pris dans des liens familiaux ou des carrières professionnelles nécessitant des dépenses de temps significatives seront moins disposés à participer de façon intense à une action collective, à moins qu'ils consentent à sacrifier carrière professionnelle et vie familiale¹⁶. En regard du contexte actuel du marché de l'emploi, on peut raisonnablement supposer qu'un tel sacrifice est difficile à consentir.
- 43 Toutefois, les effets du contexte du marché de l'emploi sur l'engagement ne sont pas univoques et demanderaient à être nuancés au cas par cas selon les chances objectives d'accès à l'emploi des individus, qui dépendent de la filière d'étude suivie, des ressources mobilisables (familiales, sociales, économiques) pour faciliter l'obtention d'un emploi ou faire face à une situation de chômage, etc. Les rétributions et les coûts

de l'engagement – et du désengagement – pour ces étudiants ont ainsi toutes les chances d'être contrariés selon leurs chances objectives d'accès à l'emploi.

- 44 À elle-seule l'approche par les motifs demeure insuffisante pour saisir les ressorts du désengagement. Ceci tient notamment au fait que l'attention portée aux justifications des acteurs et à leurs trajectoires individuelles (niveau micro) doit nécessairement être articulée avec d'autres niveaux d'analyse d'ordre macro (valeur sociale accordée à la cause notamment) comme nous l'avons vu mais aussi d'ordre meso (modes d'organisations, formes d'encadrement, etc.).

3- Approche des désengagements par les dispositions contestataires

- 45 Après avoir interrogé les coûts de la défection sous l'angle des investissements et des sacrifices consentis, on montre que les modes d'organisations du collectif peuvent avoir des effets sur le maintien ou non des engagements. Dans ce qui suit, on met ainsi en relief la façon dont le collectif retient certains profils de militants et en dissuade d'autres. Puis on souligne l'importance de prendre en compte à la fois la question des dispositions sociales individuelles et celle de la socialisation familiale. C'est en effet à travers ces dernières que nous estimons possible de comprendre comment certains de nos enquêtés sont plus ajustés que d'autres au contexte d'action du M20F.

3.1 Coûts de la défection, formes d'attachement au collectif et types d'encadrement

- 46 Les coûts de sortie sont relativement faibles pour ceux qui se sont peu investis, ne participant qu'aux manifestations ou donnant une aide ponctuelle à tel ou tel comité de la coordination. « On pourrait alors penser, en inversant la proposition de Rosabeth Kanter sur les raisons du maintien de l'attachement, que ceux qui ont fait défection étaient aussi les moins investis, ceux qui n'avaient pas dû faire de nombreux sacrifices pour entrer dans le parti et s'y maintenir » (Grojean 2013 : 66). Or, de la même façon qu'Olivier Grojean le signale pour les militants du PKK, il s'avère que ce sont aussi ceux qui ont été les plus investis parmi nos enquêtés qui se désengagent. Amal, Soraya et Nadir, on l'a vu, ont connu des trajectoires d'engagements très intenses dans le M20F et l'on pourrait multiplier les exemples abondant dans ce sens. On ne peut donc pas imputer les désengagements au faible niveau d'investissement des individus comme l'on ne peut pas non plus, du point de vue des contraintes biographiques, considérer nuls les sacrifices que les individus ont consenti à faire pour maintenir leur engagement. Que l'on songe par exemple aux militants qui ont interrompu leurs études en 2011 pour se consacrer à temps plein à l'action collective. Pourtant, ils ont fini par se désengager malgré les « barrières » au désengagement auxquelles ils se sont heurtés. Dès lors, la notion de dissonance cognitive qui permet de rendre compte du coût psychique de la défection ne semble pas très appropriée pour éclairer ces cas de désengagement, notamment car cette notion a été forgée pour analyser le coût psychique de la sortie de « groupes clos ». Ce qui invite à chercher ailleurs les ressorts du désengagement.

- 47 D. J. Cress et ses collègues postulent quant à eux que le niveau d'activité et la durée de l'engagement sont inversement proportionnels en raison de l'incapacité de l'individu à gérer les pressions contradictoires qui émanent des autres exigences de la vie sociale, ce qui le conduit à ne pas pouvoir maintenir durablement un niveau de participation élevé. Mais, là encore, nos enquêtés qui se sont les plus investis dans le M20F sont aussi ceux qui ont été durablement les plus engagés et, à l'inverse, ceux qui se sont peu investis ne sont pas ceux qui ont eu les engagements les plus durables. Cependant, on raisonne ici sur un échantillon de petite taille qui ne permet pas sur le plan quantitatif de confirmer ce lien quand bien même les observations menées tendent elles aussi à aller dans ce sens. On pense par exemple à notre observation du petit groupe de militants de la Coordination de Rabat qui continue en 2013 à « faire vivre » les AG à huis-clos : il s'agit de quelques militants qui étaient à l'initiative de la marche du 20 février et qui se sont illustrés par un investissement intense tout au long du « moment protestataire ».
- 48 Explorons une autre piste qui permet de distinguer le fait de participer – et de se retirer – d'un mouvement de ce type de celui de devenir membre d'une organisation (Oliver 1989) et de la quitter. Il s'agit de l'idée selon laquelle les défections seraient facilitées en raison du faible degré d'attachement au groupe, généré par la souplesse du collectif dans ses formes d'encadrement associée à la promotion d'un type d'organisation horizontale et d'un fonctionnement reposant sur les principes de démocratie directe. Le M20F a effectivement reposé sur un type de fonctionnement marqué par l'absence de dispositifs contraignants la participation des militants et favorisant des engagements « labiles », sur des modalités d'organisation horizontales par la mise en pratique du principe de décentralisation et d'autonomie des coordinations et le refus d'une représentation du collectif à l'échelle nationale. Le M20F a aussi été marqué par des modalités décisionnelles et des pratiques délibératives dont celle de l'« unanimité sans vote » lors des AG, qui consiste à clore l'AG quand l'ensemble des membres s'est accordé sur le sujet mis à l'ordre du jour (Chapouly 2011 :50). La volonté des militants de se démarquer des formes traditionnelles du militantisme incarnées par les partis politiques (jugés trop hiérarchiques, inégalitaires, bureaucratiques et donc dépassés) a favorisé la surenchère de discours sur les bienfaits de la démocratie directe, de l'absence de structure hiérarchique, d'une organisation horizontale, etc. Ce type de fonctionnement et ces modalités d'organisation se traduiraient par une faible socialisation organisationnelle des militants, par des mécanismes de rétention des mobilisés moins « lourds » et par, *in fine*, la faible présence voire l'absence de logiques de sélection sociale au sein du collectif. Dans cette perspective, les individus ne seraient pas « retenus » ou choisis par le collectif, mais décideraient d'y participer ou de s'en retirer volontairement, en quelque sorte selon leur bon vouloir. Le faible degré d'attachement au collectif caractéristique de ces engagements « post-it » ou distanciés expliquerait en outre les flux et reflux militants. Ce type d'explication, dont on a ici volontairement grossi les traits, souffre de plusieurs limites sur lesquelles nous ne reviendront pas, qui ont été pointées à mainte reprise et très récemment encore (Lefebvre 2013). Deux remarques s'imposent ici sur les effets potentiels de ces modalités d'organisation et de fonctionnement.
- 49 D'une part, elles jouent un rôle important dans la façon dont peut être vécu l'engagement – et le désengagement. En raison de la souplesse de fonctionnement du collectif, du principe de participation « citoyenne », de l'absence de dispositifs

matériels encadrant l'appartenance au collectif, certains militants ne se définissent pas comme désengagés quand bien même ils ne participent plus au mouvement. Constat que retrouvent également Christophe Broqua et Olivier Fillieule dans leur étude sur deux associations de lutte contre le sida (2005).

- 50 D'autre part, les effets spécifiques que les modalités d'organisation et le type de fonctionnement « délibératif » ont pu exercer sur la composition sociale du collectif, notamment en incitant ou en décourageant l'engagement de certains profils militants plutôt que d'autres, doivent être pris en compte. On distingue, de ce point de vue, trois types de pratiques (ou de dispositifs) par lesquelles le collectif sélectionne ses participants :
- 51 Les pratiques délibératives d'abord, telle que l'« unanimité sans vote », peuvent avoir pour effet d'exclure, du fait de leur dimension chronophage, les militants ne pouvant pas consacrer un temps inconsidéré à l'action collective, en raison d'une activité professionnelle ou de responsabilités familiales (Sawicki & Siméant 2009 : 20). De la même manière, le type de régulation de la prise de parole lors des AG, qui consiste à accorder un temps de parole égalitaire et limité à tous ceux qui désirent parler exclut de fait ceux qui éprouvent des difficultés à prendre la parole en public. Cette exclusion est bien ressentie par Tariq, 24 ans, étudiant en faculté de sciences économiques à Rabat. Il a rejoint le premier groupe de jeunes à l'initiative de l'organisation de la marche du 20 février et explique qu'après un certain temps il a commencé « à ralentir, à moins aller dans les réunions car c'était toujours pareil aux AG, les mêmes qui parlent... les mêmes problèmes ».
- 52 Enfin, il faut aussi souligner que le fonctionnement du collectif favorise l'émergence de réseaux informels du fait de l'absence de dispositifs d'encadrement bien formalisés. Ces réseaux, qui ont un caractère exclusif, constituent des lieux de décision informels en ce sens qu'ils regroupent certains militants en dehors des AG et des actions collectives (dans des bars ou des cafés du centre-ville) qui discutent des orientations du mouvement et des futures décisions à prendre. Dès lors, les militants qui ne sont pas insérés dans ces réseaux sont exclus des prises de décision ou des arrangements qui se font en dehors des AG (Freeman 1972).
- 53 Ces quelques remarques sur les dispositifs de sélection sociale qui s'accomplissent de manière implicite au sein du collectif et qui participent à retenir certains membres et à en décourager d'autres invitent à une mise en regard des dispositions individuelles tant celles-ci apparaissent déterminantes dans la façon dont les individus investissent le collectif et, en retour, dans la manière par laquelle ils sont travaillés par ce dernier.

3.2 Le poids de la socialisation familiale dans le maintien ou non de l'engagement

- 54 Dans la première partie de cet article, nous avons opéré un détour par les trajectoires individuelles au cours desquelles, on l'a vu, les individus se sont familiarisés au monde militant d'abord par socialisation familiale puis par les expériences socialisatrices secondaires. Il s'agit ici d'examiner les effets de la socialisation familiale sur l'engagement et son maintien ou non et de voir comment les dispositions sociales des enquêtés sont ajustées (ou non) aux « attentes » implicites du collectif. Plusieurs effets de la socialisation familiale sur l'engagement et son maintien ou non sont à souligner :

- 55 D'une part, les dispositions à l'oralité qui permettent de prendre la parole lors des AG sont souvent intériorisées au cours de socialisation au débat politique dans le cadre familial. En effet, assister à des débats politiques lors des repas familiaux, entendre ses parents discuter de leur activisme ou d'enjeux auxquels ils sont confrontés dans leurs pratiques militantes, constituent des voies de transmission du goût au débat politique (Mathieu 2012). On peut comprendre, de ce point de vue, que les militants enquêtés n'ayant pas connu une telle socialisation puissent ressentir plus de difficultés que les autres à prendre la parole lors des AG. Ce qui est précisément le cas de Tariq que l'on a mentionné plus haut et qui déplorait la monopolisation de la parole par quelques-uns. N'étant pas issu d'une famille militante et n'ayant pas fait l'expérience du militantisme avant sa participation au M20F, il s'est retrouvé à l'écart des débats militants.
- 56 D'autre part, c'est au contact des parents qui constituent les agents socialisateurs les plus proches et à travers les diverses expériences sociales vécues que l'univers politique des enfants se constitue :
- « J'avais 16 ans quand j'ai commencé à m'engager, mais auparavant tu sais quand on est fille de militants on est toujours dans les activités d'associations, tout le temps dans les activités de partis politiques, mais on ne connaissait pas les noms quand on était petit, c'est-à-dire que c'était un lieu de rencontre entre mes oncles et tantes et mon père, c'est là qu'il nous emmenait, on ne savait pas quel parti c'était, en fait on ne savait même pas ce que c'était un parti politique, pour nous c'était un peu comme une deuxième maison [...] et puis c'est plus tard quand on a grandi qu'on a compris où on avait passé notre enfance [rire] »
- 57 Cet extrait d'entretien signale que l'univers politique enfantin se constitue avant l'acquisition d'un langage spécifiquement politique. À cet égard, notre corpus d'enquête confirme les travaux qui montrent que l'intériorisation de schèmes de perception et d'action propres à l'univers politique se fait d'abord sur le mode infra-politique et affectif (Percheron 1985). Certains enquêtés entretiennent ainsi une relation affective avec un parti au sein duquel ils ont passé du temps durant leur petite enfance (Soraya) ou d'autres se remémorent des souvenirs heureux en évoquant l'association dans laquelle ils participaient aux activités pour enfants (Nadir, Zineb). L'univers politique des enfants trouve aussi sa genèse dans les expériences sociales affectives de l'enfance qui constituent des connaissances par corps du monde social (Bourdieu 1997).
- 58 Cet examen (quoique très partiel) de la socialisation familiale en lien avec les logiques de sélection sociale du collectif abordées plus haut permet d'expliquer l'ajustement observé des dispositions sociales de certains enquêtés avec le contexte d'action du M20F. Il explique par la même occasion que les deux enquêtés qui n'appartiennent pas à des familles militantes, dont Tariq, puissent rester moins longtemps engagés que les autres et retirer moins de bénéfices de leur participation à l'action collective. Par exemple, insatisfait de sa participation au mouvement et déplorant les conflits intérieurs au collectif, Tariq décide de se retirer après quelques mois d'activisme. La raison de ce départ n'est pas idéologique puisqu'il continue de croire en la « cause » et de trouver légitimes les objectifs du mouvement. Seulement, la réalité de la pratique militante n'a pas correspondu à ce qu'il en attendait. Ainsi, l'attention aux inégales dispositions à l'action collective permet de mieux comprendre comment les engagements - inégalement rétribués selon les ressources et dispositions militantes dont on dispose - peuvent être plus ou moins durables et plus ou moins intenses. En revanche, elle n'explique pas comment certains de nos enquêtés en viennent à se

désengager alors qu'ils font partie des militants fortement dotés de dispositions au militantisme (cas de Soraya et Nadir). Selon nous, pour saisir les logiques qui sous-tendent ces défections, il faut d'abord revenir aux facteurs du désengagement évoqués plus haut qui sont liés à la condition étudiante et à l'ajustement ou au désajustement entre les différentes sphères de vie sociale dans lesquelles l'individu est pris. Ensuite, il convient de prendre en considération les effets sur l'engagement de l'histoire militante familiale et, plus encore, de « la pente de la trajectoire sociale de la lignée » (Bourdieu 1974 : 29). Les enfants incorporent des manières de sentir, de penser et d'agir du groupe social d'origine comme le produit des imprégnations d'attitudes subjectives issues de la lignée familiale (Dubar 2010). Le cas de Soraya illustre particulièrement bien comment la trajectoire de sa lignée familiale est constitutive de ses dispositions au militantisme. Comme nous l'avons souligné plus haut, sa mère, femme au foyer, a interrompu ses activités militantes au moment de la naissance de sa deuxième fille. L'ascension sociale du père, amorcée par l'accès à l'Université à la fin des années 1970, a été interrompue par une période d'emprisonnement. Si son engagement a affecté durablement son parcours professionnel en provoquant l'interruption de sa promotion sociale et en le contraignant à reprendre l'épicerie de son père, en retour, son parcours professionnel a affecté son engagement en l'éloignant du monde du militantisme et en lui offrant moins de possibilités de se vivre comme militant. Ainsi, sa trajectoire post-carcérale est ponctuée par des désengagements successifs jusqu'à un désengagement complet en 2006 qui intervient suite à son retrait du PADS. En 2000, il s'est retiré de l'AMDH estimant que « l'association n'est plus ce qu'elle était » et qu'il y a des militants « qui sont désormais plus tournés vers l'intérêt personnel que collectif ». Bien que gardant quelques contacts avec ses anciens camarades de l'AMDH ou du parti, il ne milite plus depuis cette date. Il a porté un regard très pessimiste voire critique sur l'initiative du M20F et n'a participé à aucune manifestation. C'est en pensant de manière relationnelle la trajectoire militante du père et celle de Soraya qu'il est possible de saisir, pour partie au moins, le rapport ambivalent de cette dernière au « monde militant » et à ceux qui le peuple. Les jugements sociaux critiques que Soraya opère sur les « gauchistes » (des « schizophrènes », « des faux alliés ») et ses engagements et désengagements successifs sont non seulement à rapporter à sa propre trajectoire mais aussi à celle de son père qui présente de nombreuses homologues. Cela invite à considérer que les dispositions au militantisme de Soraya et son rapport à l'engagement sont aussi le produit du devenir militant de ses parents¹⁷. De ce point de vue, l'étude des effets sur les enfants du vieillissement social des parents en lien avec leurs trajectoires militantes aurait sans doute beaucoup à apporter à la compréhension de ces cas de dispositions sociales ambivalentes qui, réactivées dans le cours de l'engagement, peuvent peser en faveur d'un retrait militant.

Conclusion

59 Pour conclure nous pouvons souligner ou rappeler plusieurs points :

D'une part que des individus aux parcours très variés se retrouvent à un moment donné dans une même action collective en raison de l'affinité de leurs dispositions sociales. Ces dispositions sociales qui sont ici des dispositions au militantisme se sont forgées dans des cadres de socialisation relativement similaires.

- 60 D'autre part que les processus qui sous-tendent les désengagements sont, d'une certaine manière, plus complexes que ceux qui conduisent à s'engager. On a en effet mis en relief la nécessité de prendre en ligne de compte, pour saisir les ressorts du désengagement, plusieurs dimensions ou facteurs parfois imbriqués les uns aux autres : la disponibilité biographique et les contraintes qui sont liées à la condition étudiante d'abord ; l'ajustement ou le désajustement entre les différentes sphères de vie dans lesquelles l'individu est inséré ensuite ; mais aussi les dispositions au militantisme et les rétributions que les individus perçoivent de leur participation à l'action collective ainsi que les effets de sélection sociale générés par le type de fonctionnement délibératif et les modalités d'organisation horizontale du collectif ; et, enfin, le devenir militant des parents et la trajectoire sociale de la lignée familiale. Ces différents univers de contraintes dans lesquels l'engagement est pris et qui apparaissent souvent dans le cours de l'action, contribuent ainsi à définir les conditions sociales de possibilité du désengagement.

BIBLIOGRAPHIE

- Allal Amin, Pierret Thomas (2013) (dir.) *Au cœur des révoltes arabes. Devenirs révolutionnaires*, Armand Colin.
- Attias-Donfut, Claudine (2000) « Rapport de générations, transfert intrafamiliaux et dynamique macrosociale », *Revue française de sociologie*, vol. 41, n° 4. URI: <http://dx.doi.org/10.2307/3322701>
- Baamara, Layla (2013) « Quand les protestataires s'autolimitent. Le cas des mobilisations étudiantes en 2011 en Algérie » in A. Allal, T. Pierret (dir.) *Au cœur des révoltes arabes. Devenirs révolutionnaires*, Armand Colin.
- Bajoit, Guy (1988) « Exit, voice, loyalty... and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement », *Revue française de sociologie*, 29-2. URI: <http://dx.doi.org/10.2307/3321910>
- Bennafla Karine, Seniguer Haoues (2011) « Le Maroc à l'épreuve du printemps arabe : une contestation désamorcée ? », *Outre-Terre*, n° 29, p. 143-158. URI: <http://dx.doi.org/10.3917/oute.029.0143>
- Bennani-Chraïbi Mounia, Jeggllaly Mohamed (2012) « La dynamique protestataire du Mouvement du 20 février à Casablanca », *Revue française de science politique*, vol. 62, p. 867-894. URI: <http://dx.doi.org/10.3917/rfsp.625.867>
- Bessière, Céline (2006) *Maintenir une entreprise familiale. Enquête sur les exploitations viticoles de la région délimitée Cognac*, Thèse de doctorat de sociologie, Université Paris V - René Descartes.
- Bourdieu, Pierre (1974) « Avenir de classe et causalité du probable », *Revue française de sociologie*, vol. 15, 1, janvier-mars. URI: <http://dx.doi.org/10.2307/3320261>
- Bourdieu, Pierre (1984) *Homo Academicus*, Paris, Minuit.
- Bourdieu, Pierre (1997) *Méditations pascaliennes*. Paris, Seuil.

Broqua Christophe, Fillieule Olivier (2005) « La défection dans deux associations de lutte contre le sida : Act Up et AIDES » in O. Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin. URL: https://serval.unil.ch/resource/serval:BIB_38130.P001/REF

Camau Michel, Geisser Vincent (2003) « L'Université : un champ politique de substitution ? » in M. Camau, V. Geisser (dir.) *Le syndrome autoritaire : politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Presses de Sciences Po. URL: http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=SCPO_GEISS_2003_01_0315

Chapouly, Romain (2011) *Le mouvement du 20 février au Maroc. Une étude de cas de la coordination locale de Rabat*, Mémoire de master 2, Institut d'études politiques de Lyon. URL: <http://www.memoireonline.com/a/fr/cart/add/5508>

Cheynis, Eric (2013) « Les reconversions dans l'associatif de militants politiques marocains. Ruptures, continuités et fidélité à soi », *Politix*, n° 102. URI: <http://dx.doi.org/10.3917/pox.102.0147>

Cress Daniel M., McPherson J. Miller, Rotolo Thomas (1997) "Competition and Commitment in Voluntary Memberships : The Paradox of Persistence and Participation", *Sociological Perspectives*, vol. 40, No. 1, pp. 61-79. URL: <http://www.jstor.org/stable/1389493>

Dubar, Claude (2010) *La socialisation : construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, A. Colin, p. 70-71.

Dupret Baudouin, Ferrié Jean-Noël (2011) « La nouvelle architecture constitutionnelle et les trois désamorçages de la vie politique marocaine », *Confluences Méditerranée*, N° 78, p. 25-34. URI: <http://dx.doi.org/10.3917/come.078.0025>

Ebaugh, Helen R. F., (1988) *Becoming an Ex : The Process of Role Exit*, University of Chicago Press, Chicago.

El Ayadi, Mohamed (1999) « Les mouvements de la jeunesse au Maroc », p. 201-230 dans Didier Le Saout, Marguerite Rollinde (dir.), *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb. Perspective comparée*, Paris, Karthala (coll. « Hommes et Sociétés »).

El Ayadi, Mohammed (2004) « Entre l'Islam et l'islamisme, la religion dans l'école publique marocaine », in *Revue internationale d'Education*, Sèvres, n° 36, pp. 111-121. URL: <http://ries.revues.org/1507>

El Khawaga, Dina (2003) « La génération seventies en Egypte. La société civile comme répertoire d'action alternatif » in O. Fillieule Olivier et M. Bennani-Chraïbi (dir.) *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presse de Science Po. URL: http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=SCPO_BENNA_2003_01_0271

Fillieule Olivier, Bennani-Chraïbi Mounia (2003) *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presse de Science Po. URL: http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=SCPO_BENNA_2003_01_0271

Fillieule, Olivier (dir.) (2005) *Le désengagement militant*, Paris, Belin.

Fillieule, Olivier (2010) "Some Elements of an Interactionist Approach to Political Disengagement" *Social Movement Studies*, vol. 9, No. 1, 1-15. URI: <http://dx.doi.org/10.1080/14742830903442436>

Fillieule, Olivier (2012) « Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations », *Lien social et Politiques*, n° 68. URI: <http://dx.doi.org/10.7202/1014804ar>

- Freeman, Jo (1972) "The Tyranny of the Structurelessness", *Berkeley Journal of Sociology*, 17, 151–165. URL: <http://www.jstor.org/stable/41035187>
- Geisser, Vincent (2000) (dir.), *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs. Trajectoires sociales et itinéraires migratoires*, Collection « Etudes de l'Annuaire de l'Afrique du Nord », CNRS Editions. URL: <http://books.openedition.org/editionscnrs/707?lang=fr>
- Grojean, Olivier (2013) « Comment gérer une crise politique interne ? Façonnage organisationnel du militantisme, maintien de l'engagement et trajectoires de défection », *Politix*, n° 102. URI: <http://dx.doi.org/10.3917/pox.102.0063>
- Hirschman, Albert (1995) *Défection et prise de parole*, Fayard.
- Kanter, R. M. (1968) « Commitment and social organisation : a study of commitment mechanisms in utopian communities », *American Sociological Review*, 33(4), pp. 499–517. URL: <http://www.jstor.org/stable/2092438>
- Lacroix, Isabelle (2013) « C'est du vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les ressorts du maintien de l'engagement dans la cause basque en France », *Politix*, n° 102. URI: <http://dx.doi.org/10.3917/pox.102.0035>
- Larbi, Ibaaquil (2000) « Les diplômés marocains de l'enseignement supérieur : une mobilité sociale en panne ? » in V. Geisser (dir.), *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs. Trajectoires sociales et itinéraires migratoires*, Collection « Etudes de l'Annuaire de l'Afrique du Nord », CNRS Editions. URL: <http://books.openedition.org/editionscnrs/740>
- Larzillère, Pénélope (2013) *La Jordanie contestataire. Militants islamistes, nationalistes et communistes*, Sindbad, Actes Sud.
- Leclercq Catherine, Pagis Julie (2011) « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », *Sociétés contemporaines*, n° 84, p. 5-23. URI: <http://dx.doi.org/10.3917/soco.084.0005>
- Lefebvre, Rémi (2013) « Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été. Modèle de l'« engagement distancié » et transformations du militantisme au Parti socialiste » *Politix*, n° 102. URI: <http://dx.doi.org/10.3917/pox.102.0007>
- Mathieu, Lilian (2010) « Contexte politique et opportunités » in O. Fillieule, E. Agrikoliansky, I. Sommier (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, La découverte URL: http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=DEC_FILLI_2010_01_0039
- Mathieu, Lilian (2012) *L'espace des mouvements sociaux*, Editions du Croquant.
- Mauger, Gérard (1995) « Jeunesse : l'âge des classements. Essai de définition sociologique d'une la vie », *Recherches et prévisions*, 40, pp. 19-36. URI: <http://dx.doi.org/10.3406/caf.1995.1690>
- McAdam, Doug (1990) *Freedom Summer*, Oxford University Press.
- McPherson J. M., Popielarz P., Drobnic S., (1992) « Social Networks and Organizational Dynamics », *American Sociological Review*, vol. 57, n° 2, p. 153-170. URL: <http://www.jstor.org/stable/2096202>
- Mellakh, Kamal (2000) « L'expansion scolaire et universitaire au Maroc » in V. Geisser (dir.), *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs. Trajectoires sociales et itinéraires migratoires*, Collection « Etudes de l'Annuaire de l'Afrique du Nord », CNRS Editions. URL: <http://books.openedition.org/editionscnrs/733>

- Michon, Sébastien (2011) « La lutte dans la lutte. L'espace de la mobilisation étudiante contre le contrat première embauche (CPE) », *Sociétés contemporaines*, n° 83, pp. 83-106. URI: <http://dx.doi.org/10.3917/soco.083.0083>
- Montserrat Emperador, Badimon (2011) « Où sont les diplômés chômeurs ? Un exemple de pragmatisme protestataire à l'époque du "20 février" », *Confluences Méditerranée*, vol. 3, n° 78, p. 77-91. URI: <http://dx.doi.org/10.3917/come.078.0077>
- Montserrat Emperador, Badimon (2013) « Un positionnement ambigu, les Diplômés-Chômeurs à l'épreuve du 20 février » in Allal et Pierret (dir.), *Au cœur des révoltes arabes. Devenirs révolutionnaires*, Armand Colin, p. 82-83.
- Muxel, Anne (2001) *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po. URL: <http://www.cairn.info/l-experience-politique-des-jeunes--9782724608380.htm>
- Oliver Pamela E., (1989) « Bringing the crowd back in : the non organizational elements of social movements », *Research in Social Movements, Conflict and Change*, Volume 11, pages 1-30. URL: <http://www.ssc.wisc.edu/~oliver/PROTESTS/ArticleCopies/Crowd.pdf>
- Percheron, Annick (1985) « Le domestique et le politique », *Revue Française de Science Politique*, 35, 5, 840-891. URI: <http://dx.doi.org/10.3406/rfsp.1985.396192>
- Sawicki Frédéric, Johanna Siméant (2009) « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, 51 (1). URI: <http://dx.doi.org/10.1016/j.socotra.2008.12.006>
- Siino, François (2002) « L'Université tunisienne banalisée. Mise à niveau libérale et dépolitisation », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, tome XL, Paris, CNRS Editions. URL: <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00466284>
- Smaoui, Sélim (2011) « Maroc : quel avenir pour le mouvement du 20 février ? », Médiapart. URL: <http://blogs.mediapart.fr/blog/selim-smaoui/150311/maroc-quel-avenir-pour-le-mouvement-du-20-fevrier>
- Smaoui Sélim, Wazif, Mohamed (2013) « Étendard de lutte ou pavillon de complaisance ? S'engager sous la bannière du « mouvement du 20 février » à Casablanca » in A. Allal, T. Pierret (dir.) *Au cœur des révoltes arabes. Devenirs révolutionnaires*, Armand Colin.
- Tarrow Sidney, Tilly Charles (2006) *Contentious Politics*, Boulder : CO., Paradigm Publishers.
- Tourabi Abdellah, Zaki Lamia (2011) « Maroc : une révolution royale ? », *Mouvements*, n° 66, p. 98-103. URI: <http://dx.doi.org/10.3917/mouv.066.0098>
- Vairel, Frédéric (2005) *Espace protestataire et autoritarisme. Nouveaux contextes de mise à l'épreuve de la notion de fluidité politique : l'analyse des conjonctures de basculement dans le cas du Maroc*, Thèse pour de doctorat en science politique.
- Vairel, Frédéric (2012) « Qu'avez-vous fait de vos vingt ans ? » Militantismes marocains du 23-mars (1965) au 20 février (2011) », *L'Année du Maghreb*, VIII. URI: <http://dx.doi.org/10.4000/anneemaghreb.1477>
- Tozy, Mohamed (2008) *Monarchie et islam politique au Maroc*, Presses de Sciences Po.
- Tozy Mohamed, Rachik Hassan, El Ayadi Mohammed (2013) *L'Islam au quotidien. Enquête sur les valeurs et les pratiques religieuses eu Maroc*, Edition la Croisée des Chemins.

NOTES

1. Gérard Mauger explique : « Parce que cette situation de transition entre une position sociale initiale (définie à la fois par celle de la famille d'origine et par une position scolaire) et une position future (définie par une insertion professionnelle et une alliance matrimoniale « définitives ») ne peut déjà plus être déterminée par la position de départ mais pas encore par la position d'arrivée (qui reste plus ou moins virtuelle), la jeunesse est une situation d'indétermination : indétermination professionnelle et matrimoniale, variable d'un pôle à l'autre de l'espace social et qui se réduit au fil du temps » (Mauger 1995 : 19).
2. Laquelle porte sur les enfants de militants marocains engagés au cours des « années de plomb », soit dans les mouvances de gauche et/ou d'extrême gauche soit dans l'organisation clandestine islamique *Chabiba Islamiya* (Jeunesse Islamique). Elle vise à interroger ce que les « micro-cohortes » militantes des années 1970 et 1980 ont transmis à leurs enfants à partir d'un dispositif d'enquête reposant à la fois sur des entretiens appariés (parents, fratrie) et sur une observation ethnographique des acteurs engagés, notamment au sein du mouvement du « 20 février » (recherche doctorale aux Universités de Lausanne (IEPI-CRAPUL) et d'Ottawa (École d'études politiques), au bénéfice d'une bourse du Fond national Suisse de la recherche et d'une mobilité au Centre Jacques Berque à Rabat).
3. Les entretiens utilisés ici ont été menés en français. Leur durée varie de 1,5 heure à 3 heures.
4. La question de la distribution de la politisation des étudiants selon la filière d'études ne sera pas abordée ici, faute de données disponibles. Sur la question de la répartition des effectifs entre les différentes filières de l'enseignement supérieur au Maroc, en lien avec les politiques de massification scolaire et les attentes en termes de mobilité sociale, voir Larbi (2000).
5. Depuis les années 90, la présence des militants de Justice et Bienfaisance est devenue massive sur les campus, dans les amphis et bien sûr au sein de l'UNEM, reléguant au second plan les militants de gauche qui dominaient depuis le début des années 70. L'Université a constitué depuis plusieurs décennies un objectif central pour des groupes islamistes tel que Justice et Bienfaisance au Maroc (ou *Ennahda* en Tunisie). Sur la montée de l'islam politique militant à l'Université, voir : (Tozy 2008) ; voir aussi pour le cas tunisien : (Siino 2002 ; Camau & Geisser 2003).
6. El Mustapha Ramid a démissionné du secrétariat du PJD en 2011. Le 3 janvier 2012, il est nommé, par le roi, ministre de la Justice et des libertés.
7. Ce qui vaudra d'ailleurs à certaines militantes « gauchistes » d'être estampillées de « *khwanjiya* ». Le qualificatif « *khwanji* » désigne péjorativement les militants islamistes. Ces derniers préférant être désignés (et s'auto-désignant) par le terme de « *akh* » ou « *oukht moultazim* » ou « *moultazima* » (littéralement « frère ou sœur engagé.e »).
8. Nous avons changé les prénoms et les noms des enquêté-e-s pour garantir leur anonymat, et quand cela nous semblait nécessaire, le nom des lieux (villes, écoles, etc.) sans modifier la chronologie des événements
9. Entretien avec Mustapha Moatassim, alors secrétaire général du parti, mars 2012.
10. Le Mouvement pour tous les démocrates (MTD) est né en 2008 à l'initiative de Fouad El Himma, ancien ministre délégué à l'Intérieur et proche ami du roi. Le MTD laisse son initiative « ouverte à tous les démocrates, indépendamment de leur appartenance partisane ». Des figures emblématiques de l'extrême gauche marocaine telles que Khadija Rouissi (AMDH, FVJ, IER), Salah Al Ouadie El Assafi (ex-23 mars, IER), Ahmed Akhchichine (ex-23 mars), Hassan Benaddi (UMT et député), mais aussi des acteurs issus du milieu associatif et d'anciens « partis administratifs » rejoignent le mouvement. Les membres du MTD alimentent les rangs du Parti Authenticité et Modernité (PAM) qui voit le jour en 2009.
11. Le CNSM20 est créé le 23 février 2011 à l'initiative de collectifs partageant les revendications émises par les jeunes. On y retrouve des partis de la gauche non-gouvernementale (PSU, La Voie démocratique, PADS, le Comité national Ittihadî (CNI), l'AMDH, le Forum Vérité et Justice (FVJ)).

Ce comité se donne pour objectif de soutenir le mouvement par un appui logistique et financier et en participant aux marches dominicales et autres manifestations.

12. Précisons ici qu'il faut entendre par disposition « une inclination ou une appétence intériorisée au fil de la trajectoire de l'individu, via les différents sites et étapes de sa socialisation » (Mathieu 2012 : 184).

13. D'abord, le *sit-in* du 13 mars, organisé devant la Wilaya de Casablanca par des militants du M20F pour revendiquer des réformes plus radicales et moins floues que celles proposées par le souverain dans son discours (Tourabi & Zaki 2011), est violemment réprimé par les forces de l'ordre qui font irruption au siège du PSU dans lequel les militants avaient trouvé refuge. Puis, la répression des manifestants s'intensifie au cours des mois de mai et juin 2011. Si cette vague de violence a pu être perçue par certains comme un aveu de faiblesse du pouvoir central et donc comme une incitation à la poursuite de la contestation, elle a pu être perçue, par d'autres, comme une dissuasion à la poursuite de l'action collective, rehaussant le coût potentiel de l'engagement.

14. Comme l'indiquent Christophe Broqua et Olivier Fillieule, « dans la diversité des motifs invoqués, il est toujours difficile de restituer l'ordre dans lequel les individus en sont venus à éprouver et à formuler leur désir de rompre. L'énonciation a posteriori des motifs du désengagement (...) ne permet donc pas toujours de faire le partage entre les raisons les plus « profondes » et les éléments circonstanciels, les événements déclencheurs, les simples prétextes » (2005 : 193).

15. Olivier Fillieule souligne que « (...) that analysis of the logic of disengagement must proceed through identification, in different life-spheres, of critical moments that can translate into a new valuation of the expected rewards, knowing that their value in a sphere co-varies with the value attributed to them in all other spheres » (2010: 9).

16. Sacrifices que Cress et ses collègues ne retrouvent pas dans leur étude, dans laquelle ils établissent un lien négatif entre niveau de participation et durée de l'engagement. Leur perspective « concurrentielle » annule de ce fait le lien positif entre sacrifices consentis par les individus (le désinvestissement d'autres sphères de vie par exemple) et niveau/durée de l'engagement.

17. Il conviendrait par ailleurs de prendre en considération une génération familiale supplémentaire, celle des grands-parents, dans l'analyse des effets du devenir militant familial sur les enfants. Claudine Attias-Donfut (2000) a montré toute la pertinence qu'il y avait à prendre en compte la question des transmissions sur trois générations.

RÉSUMÉS

Cet article traite la question de la démobilisation collective sous l'angle des processus de désengagements individuels d'une catégorie d'acteurs donnée : celle des étudiants de la Coordination du mouvement du « 20 février » (M20F) à Rabat. Il vise à saisir comment certains en sont venus, à un moment donné, à se mobiliser dans une même action collective, puis à se distancier du mouvement ou à interrompre leur participation. L'analyse des trajectoires individuelles fait apparaître des logiques à la fois différenciées et similaires d'entrée en contestation. L'engagement des étudiants est travaillé par différents ordres de contraintes (condition étudiante, marché du travail, etc.) que révèle l'analyse des motifs du désengagement. En étant attentif aux effets de sélection sociale exercés par les modes d'organisation et le type de fonctionnement du collectif (niveau meso), l'article montre ensuite que les conditions de

possibilité de la défection sont en partie déterminées par les dispositions au militantisme (niveau micro) dont sont inégalement pourvus les étudiants. Il met en relief le rôle de la socialisation familiale dans l'acquisition de celles-ci ainsi que l'influence exercée par l'histoire sociale et familiale des individus sur le maintien ou non de l'engagement.

INDEX

Keywords : Arab spring, Collective Action Strategies, disengagement, Morocco, socialization, militant careers, militant trajectories

Mots-clés : désengagement, étudiants, action collective, socialisation, trajectoire militante, Maroc, mouvement du 20 février

AUTEUR

JOSEPH HIVERT

IEPI-CRAPUL, Lausanne